**CADRE DE REPONSE - ACTE D’ENGAGEMENT ET SES 2 ANNEXES**

L’acte d’engagement est, dans un 1er temps, le cadre de réponse du candidat, à savoir la pièce dans laquelle le candidat présente son offre dans le respect des clauses du cahier des charges qui déterminent les conditions dans lesquelles l’accord-cadre est exécuté.

Lors de l’attribution, ce document sera signé et devient définitivement un acte d’engagement.

**OBJET DE L’ACCORD-CADRE :**

**SERVICES D’ENTRETIEN COURANT TOUS CORPS D’ETAT DANS L’ENSEMBLE DES LOCAUX DE LA CAF DE PARIS**

**LOT 5 : MAINTENANCES PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES DISPOSITIFS DE PROTECTION DES SYSTEMES D’EXTRACTION DES CUISINES OUVERTES**

**ORGANISME :**

CAISSE D’ALLOCATIONS FAMILIALES DE PARIS

**50, rue du Docteur Finlay**

## 75750 PARIS CEDEX 15

**NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE PAR LA CAF de PARIS :**

**Appel d’offres ouvert - AOO 02/2025**

**Accord-cadre sur procédure d’appel d’offres ouvert** passé en application de l’article L 124-4 du Code de la Sécurité Sociale et des textes pris pour son application.

**Personne signataire de l’accord-cadre :**

***Monsieur le Directeur Général de la Caf de PARIS***

**Responsable des paiements :**

***Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Caf de PARIS***

**50, rue du Docteur Finlay**

**75750 PARIS CEDEX 15**

**ARTICLE 1 - CONTRACTANT**

|  |  |
| --- | --- |
| Je soussigné :  *(nom et qualité du signataire)* |  |

1. après avoir pris connaissance de l’ensemble des documents constituant le dossier d’appel d’offres ouvert n° 02/2025 et des documents qui y sont respectivement mentionnés,
2. je certifie ne faire l’objet d’aucune exclusion de soumissionner pour les motifs de l’article L.2341-1 du code de la commande publique et m’engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à fournir dans les conditions ainsi définies, les prestations de maintenances préventive et corrective desdispositifs de protection des systèmes d’extraction des cuisines ouvertes, objet de l’accord-cadre lot n°5.

L’offre ainsi présentée me lie, si son acceptation m’est notifiée dans un délai de deux cent dix jours (210) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation (R.C.) ou, passé ce délai, si la signature de l’accord-cadre m’est notifiée avant que j’ai renoncé à mon offre par déclaration écrite adressée au Directeur de la Caf de Paris.

**ARTICLE 2 – REGLEMENTATION**

L’accord-cadre est passé en application de l’article L 124-4 du code de la Sécurité sociale, de l’arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés passés par les organismes de Sécurité sociale, du code de la commande publique issu de l’ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021.

**ARTICLE 3 – FORME DE L’ACCORD-CADRE**

L’accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique avec les seuils définis ci-après sur la durée globale de l’accord-cadre, périodes de reconductions comprises, soit 48 mois :

* d’un seuil minimal qui correspond au montant forfaitaire des prestations ;
* un seuil maximal de 30 000€ HT.

L’accord-cadre est établi en application de l’article R.2162-2 du code de la commande publique. Dans la mesure où l’accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, il sera exécuté au fur et à mesure de l’émission des bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

**ARTICLE 4 – DUREE**

L’accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire retenu. A compter de cette date, il est conclu pour une durée ferme de 12 mois. Il est reconductible tacitement trois fois, par période de 12 mois chacune. La durée maximale est de 48 mois, périodes de reconductions comprises.

Si la Caf de Paris ne souhaite pas reconduire l’accord-cadre, son représentant notifiera au titulaire sa décision expresse de dénonciation, par lettre recommandée avec avis de réception postal, au plus tard deux mois avant la date d’échéance de la période en cours.

En application de l’article R 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas refuser la reconduction de l’accord-cadre.

Il est entendu que si le seuil maximal de la partie à bons de commande est atteint, l’accord-cadre concerné cesse de plein droit.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l’accord-cadre à tout moment en respectant un délai de prévenance de trois mois. Dans cette hypothèse, par dérogation à l’article 42 du CCAG-FCS, le prestataire ne pourra exiger aucune indemnité.

Sauf délais contractuels dûment explicités au cahier des charges, la durée de réalisation des prestations objet de bons de commande est fixée entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Elle est mentionnée lors de l’établissement du devis et reprise dans la rédaction du bon de commande.

A titre d’information, les prestations débutent à compter du 15 mars 2026.

**ARTICLE 5- PIECES CONSTITUTIVES**

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives de l’accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d’importance décroissant :

* + Le cadre de réponse et ses annexes qui, après attribution et signature deviendront l’acte d’engagement et ses annexes ;
  + le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses deux annexes (CCAP – AOO 02/2025) ;
  + le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (CCTP – AOO 02/2025) ;
  + en sus de l’article 4.1 du CCAG-FCS, les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur ;
  + le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 ;
  + le mémoire technique du titulaire.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l’offre puis durant l’exécution de l’accord-cadre, ne sera admise. Le titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de son accord-cadre.

**ARTICLE 6 – AVANCE**

Sauf refus exprès exprimé, une avance est accordée au titulaire si les conditions de l’article R2191-16 du code de la commande publique sont réunies.

En conséquence,

* je souhaite bénéficier de l’avance ;
* je ne souhaite pas bénéficier de l’avance.

**ARTICLE 7 – PRIX – LOT n° 5**

Le contenu et la détermination du prix des prestations sont expressément détaillés à l’article 13 du CCAP. Les prestations et leurs fréquences sont explicitées au CCTP.

En cas d’attribution de l’accord-cadre, le candidat désigné titulaire s’engage à appliquer les conditions tarifaires suivantes :

**7.1 / Prix forfaitaire de maintenance préventive représentant le seuil minimal de l’accord-cadre**

Les prestations de maintenance préventive sont exécutées pour un montant annuel, global et forfaitaire de :

………………………………………………..€ HT

Soit …………………………………………..€ TTC.

Le prix global et forfaitaire, révisable dans les conditions du CCAP, est détaillé en annexe 1 du présent document.

Le seuil minimal de l’accord-cadre du lot n°5 correspond au montant ci-dessus multiplié par les 4 années de durée de l’accord-cadre, sauf résiliation anticipée.

**7.2/ Prix unitaires pour les prestations de maintenance corrective**

**Le titulaire a remis un devis avec un effectif et un nombre d’heures prévisionnels. En arrivant sur site, pour la réalisation des prestations, le pouvoir adjudicateur sera présent et se réserve le droit de suivre en temps réel l’éxécution de la prestation. Etant expérimenté, le représentant du pouvoir adjudicateur peut juger l’efficacité du travail à savoir adéquation effectif/temps passé/ travail correct. S’il constate que le personnel du titulaire est en sur effectif, cela sous entend que le délai de réalisation est beaucoup plus faible que celui renseigné au devis. Dans l’hypothèse où l’effectif est celui est inscrit au devis mais que le personnel oeuvrant est lent dans la réalisation, le représentant du pouvoir adjudicateur contacte immédiatement le représentant du titulaire pour que des dispositions soient prises et est succeptible d’appliquer une pénalité de défaut de qualité de prestation.**

**La Caf de Paris souhaite travailler, et collaborer en bonne entente avec ces prestataires.**

Les prestations de maintenance corrective font l’objet de devis suivis de bons de commande reprenant le prix unitaire de la procédure de réarmement du système en cas de déclenchement conformément à l’annexe 2 ci-après.

Le prix unitaire est révisable dans les conditions du CCAP. Il comprend les frais de main d’œuvre et le déplacement aller-retour pour chaque intervention.

**ARTICLE 8 – DELAIS D’INTERVENTION – LOT n° 5**

Pour mémoire, plusieurs types d’interventions sont à distinguer :

* **Intervention planifiée** avec remise de devis à la demande du pouvoir adjudicateur en semaine du lundi au samedi (maintenance corrective) ;
* **Niveau 1** : intervention d’urgence en semaine du lundi au samedi ;
* **Niveau 2** : intervention d’urgence exceptionnelle, 24h / 24h hors 1er mai.

Les délais d’interventions sont fixés ci-après et sont contractuels à la notification de l’accord-cadre :

* Niveau 1 : Intervention d’urgence en semaine

|  |  |
| --- | --- |
| Délai maximum : | 4h |

* Niveau 2 : Intervention d’urgence exceptionnelle 24h/24h

|  |  |
| --- | --- |
| Délai maximum : | 2h |

Le titulaire s’engage à mettre à disposition le numéro d’appel suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **NUMERO D’ASTREINTE** |  |

En cas d’attribution de l’accord-cadre, le titulaire s’engage sur les délais mentionnés réduits ci-avant. En cas d’absence de réponse, le titulaire s’engage sur les délais minimums mentionnés au CCAP.

**ARTICLE 9 – CORRESPONDANT ET EQUIPE DU TITULAIRE**

Le pouvoir adjudicateur souhaite la désignation d’un correspondant qui sera l’interlocuteur privilégié dans le cadre de l’accord-cadre.

Ainsi, par dérogation à l’article 3.4.1 du CCAG FCS, le titulaire désigne la personne physique habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l’exécution de l’accord-cadre :

|  |  |
| --- | --- |
| NOM : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Prénom : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Fonction : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | |
| Ligne fixe directe : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Téléphone portable : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Courriel : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | |

Par ailleurs, au travers du mémoire technique, le titulaire s’engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur les membres de l’équipe qu’il a nommément désignés pour l’exécution des services de l’accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur dispose d’un pouvoir de récusation le cas échéant, dans les conditions fixées à l’article 3.4.3 du CCAG FCS.

**ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE**

Le pouvoir adjudicateur porte une attention particulière à la sous-traitance dans les accords-cadres conclus avec les opérateurs économiques. Il procède à des vérifications administratives tout au long de la relation contractuelle.

Dans le cadre de l’exécution de l’accord-cadre,

|  |  |
| --- | --- |
| J’envisage m | Je n’envisage pas m |

d’avoir recours à une société pour sous- traiter une partie de prestations.

Les modalités de recours à la sous-traitance sont indiquées à l’article 16 du CCAP.

**ARTICLE 11 - PAIEMENTS**

La Caf de Paris se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les modalités prévues au CCAP en faisant porter le montant au crédit :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| - du compte ouvert au nom de : | |  | | | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| - sous le numéro : |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| - auprès de : | |  | | | | | | | | | |

*Joindre un relevé d’identité bancaire ou postal*

|  |
| --- |
| Fait en un seul original,  à ........................................ le .......................  **Nom – Prénom et Fonction du signataire titulaire du certificat de signature Electronique** |
| \***la signature n’étant plus obligatoire sur l’offre et la candidature, le candidat retenu devra, s’il ne l’a pas effectué au dépôt, signer électroniquement l’accord-cadre adressé par la Caf au moment de la notification.** |

**COORDONNEES DE LA PERSONNE POUVANT ETRE CONTACTEE SI DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES S’AVERAIENT NECESSAIRES** :

| Nom :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| --- |
| Adresse : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Téléphone :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Portable: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| E-mail : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

**ANNEXE 1 – LOT 5**

DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **SITE** | **ADRESSE DES SITES** | **PERIODICITE** | **PRIX POUR 12 MOIS**  **(€ HT)** |
| **FINLAY** | 50 rue du Dr Finlay -75015 Paris | Semestrielle |  |
| **JAURES** | 67 avenue Jean-Jaurès - 75019 Paris | Semestrielle |  |
| **NATIONALE** | 1 rue Baudricourt 75013 Paris | Semestrielle |  |
|  | | | |
| TOTAL ANNUEL H.T. | | |  |
| T.V.A. 20 % | | |  |
| **TOTAL ANNUEL T.T.C.** | | |  |

**ANNEXE 2 – LOT 5**

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **DESIGNATION** | **Unité** | **PU (€ HT)** |
| **INTERVENTION** |  |  |
| Procédure de réarmement du système en cas de déclenchement | U |  |